

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 26 JUIN 2018

PROCÈS – VERBAL

L'an deux mille dix-huit, le vingt-six juin, à dix-huit heures trente,
Le conseil municipal de la commune d'Aiguillon s'est réuni en séance, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de monsieur Jean-François SAUVAUD, maire.

Étaient Présents : MM. Jean-François SAUVAUD, Fabienne DE MACEDO, Brigitte LEVEUR, Michel PEDURAND, Fabienne TRESEGUET DIOUF, Youssef SADIR, Gabriel LASSERRE, Michel CADAYS, André CASTAGNOS, Christiane FAURE, Bernard COURET, Hélène AYMARD, Daniel GUIHARD, Pascal DESCLAUX, Catherine SAMANIEGO, Alain LACRAMPE MOINE, Patrick LE GRELLE, Vanessa CAMPOY MARTINEZ, Christian GIRARDI, Catherine LARRIEU, Patrick PIAZZON, Nicole MOSCHION.

Étaient absents : MM. Sylvio GUINGAN, Jacqueline BEYRET TRESEGUET, Monique SASSI, Marcia MACARIO DE OLIVEIRA, Hajiba KAZAOUI.

Pouvoirs de vote :

M. Sylvio GUINGAN à M. Michel CADAYS

Mme Jacqueline BEYRET TRESEGUET à M. André CASTAGNOS

Mme Monique SASSI à M. Youssef SADIR

Mme Marcia MACARIO DE OLIVEIRA à M. Jean-François SAUVAUD

Madame Fabienne DE MACEDO a été élue secrétaire de séance.

Madame Fabienne TRESEGUET DIOUF est arrivée lors de la délibération sur le règlement communal de salubrité et l'adoption des tarifs pour le nettoyage et l'enlèvement des déchets.

Le Conseil Municipal adopte à l'unanimité les Procès-Verbaux de la séance du 27 février 2018, du 3 avril 2018 et du 15 mai 2018.

Monsieur le Maire fait part à l'Assemblée du décès de Monsieur Antoine LISSA, conseiller municipal de 1995 à 2008. Il demande à l'Assemblée d'observer une minute de silence.

FINANCES

Détermination des tarifs de la piscine année 2018 : entrées, ventes boissons et glaces

Monsieur le maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

La piscine municipale d'Aiguillon ouvre pour la saison estivale 2018 tous les jours du dimanche 1^{er} juillet au dimanche 2 septembre 2018 inclus, pour tout public.

La piscine municipale sera ouverte aux régisseurs à compter du lundi 25 juin 2018 pour l'ouverture des comptes de la régie et jusqu'au 7 septembre 2018 pour la clôture des comptes de la régie.

Il est nécessaire de déterminer les tarifs d'entrée de la piscine municipale pour l'année 2018, ainsi que ceux des glaces et boissons proposés aux clients de l'établissement.

Le conseil municipal est appelé à délibérer.

**Le conseil municipal,
Après en avoir délibéré,**

21 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

FIXE les tarifs d'entrée à la piscine municipale pour la saison estivale 2018 ainsi qu'il suit :

Entrées à la piscine municipale	<i>Tarifs 2017</i>	<i>Pr Tarifs 2018</i>
Entrée enfant pour les moins de 6 ans	Gratuit	Gratuit
Entrée enfant à partir de 6 ans ou jusqu'à 18 ans inclus (le ticket)	2,00 €	2,00 €
Entrée adulte (le ticket) à partir de 19 ans	2,50 €	2,50 €
Abonnement 10 tickets enfant à partir de 6 ans jusqu'à 18 ans inclus	15,00 €	15,00 €
Abonnement 20 tickets enfant à partir de 6 ans jusqu'à 18 ans inclus	20,00 €	20,00 €
Abonnement adultes à partir de 19 ans	20,00 €	20,00 €

FIXE les tarifs des glaces vendues aux usagers de la piscine municipale pour la saison estivale 2018 comme suit :

Glaces	<i>Tarifs 2018</i>
Bâtonnets / Cornets	3,00
Glaces à l'eau	2,00

FIXE les tarifs des boissons vendues aux usagers de la piscine municipale pour la saison 2018 comme suit :

<i>Boissons</i>	<i>Tarifs 2018</i>
Boissons en cannettes	2,50
Eau 50 cl	0,50

Publié le 27/06/18

Visa Préfecture le 03/07/18

* * *

Détermination des tarifs 2018 pour le camping municipal « LE VIEUX MOULIN »

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à déterminer les nouveaux tarifs du camping municipal « Le Vieux Moulin ».

Le conseil municipal,
Après en avoir délibéré,

21 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

DECIDE de fixer les tarifs pour le camping municipal à compter du 1er juillet 2018 ainsi qu'il suit :

Formules	Tarifs 2018 par nuit
Adultes (à partir de 13 ans)	2,65
Enfant (de 2 ans à 12 ans)	1,55
Enfant de – 2 ans	Gratuit
Emplacement + caravane + véhicule	5,45
Emplacement + camping car	5,45
Emplacement + tente + véhicule	4,50
Emplacement + tente « à pied ou à vélo »	4,00
Tente supplémentaire	3,00
Voiture ou moto supplémentaire	3,00
Électricité forfait	3,15
Garage mort (emplacement occupé par du matériel et libre de ses occupants) avec électricité	5,00
Garage mort (emplacement occupé par du matériel et libre de ses occupants) sans électricité	2,00
Halte vidange + plein d'eau (sans stationnement)	3,30

PRECISE que les recettes provenant de l'exploitation d'un terrain de camping municipal doivent être soumises à la TVA (article 256B du CG).

Cependant dans la mesure où le chiffre d'affaires des deux années précédentes ne dépasse

pas le seuil réglementaire, la franchise en base est applicable et dispense du paiement de la TVA.

PRECISE que cette délibération remplace la délibération n°2017-108 du conseil municipal du 20 décembre 2017, visé par les services préfectoraux le 02 janvier 2018, relative aux tarifs 2018 du camping municipal d'Aiguillon.

Publié le 27/06/18

Visa Préfecture le 03/07/18

* * *

Modification des tarifs médiathèque et du règlement intérieur

Monsieur le maire expose le rapport suivant à l'assemblée :

Le conseil municipal est appelé à apporter une modification aux tarifs en vigueur à la Médiathèque du Confluent, fixés en séance le 26 avril 2011 et 27 septembre 2011 et 29 mai 2012 :

**Après en avoir délibéré,
le conseil municipal,**

21 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

DÉCIDE de modifier, à compter du 1er juillet 2018, les tarifs de la Médiathèque du Confluent, comme définis ci-dessous.

<i>Objet</i>	<i>détail</i>	<i>tarifs en vigueur</i>	<i>tarifs au 1^{er} juillet 2018</i>
Abonnements	Enfant de moins de 18 ans	gratuit	gratuit
	Étudiant	gratuit	gratuit
	Adulte Aiguillon	11,00	11,00
	Adulte Hors Commune	15,00	15,00
	Demandeurs d'emploi (sur justificatif)	gratuit	gratuit
	Personnes morales de droit public		gratuit
	Convention de partenariat		gratuit
Connexions à internet	Non abonnés	1,80	gratuit
	Abonnés et demandeurs d'emploi (sur justificatif)	1,80	gratuit

Impression documents	Pour Abonnés et non Abonnées quel que soit leur statut (étudiants et demandeurs d'emploi...) - Une copie page N/B - Une copie page couleur		
		0,20	0,30
			1,50

Quel que soit le statut de l'utilisateur, la connexion internet ne peut être supérieure à 2 heures consécutives pour un même usager. Le règlement intérieur de la médiathèque sera modifié en conséquence.

AUTORISE le Maire à modifier le règlement intérieur.

Publié le 27/06/18

Visa Préfecture le 03/07/18

* * *

Modification du montant de l'encaisse de la régie d'avance du centre de loisirs d'Aiguillon (passage de 152 à 70)

Monsieur le maire expose le rapport suivant à l'assemblée :

Le Maire d'Aiguillon,

Vu décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles R1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu la délibération du conseil municipal du 07 mai 1993 instituant une régie d'avance auprès du centre de loisirs de la commune d'Aiguillon pour le paiement des menues dépenses afférentes au fonctionnement de la structure,

Il est proposé de modifier le montant de l'encaisse de la régie d'avance du centre de loisirs par une délibération qui annule et remplace celle du 7 mai 1993,

Monsieur le Maire demande à l'assemblée de bien vouloir délibérer,

**Le conseil municipal,
après en avoir délibéré,**

21 voix pour,
0 voix contre,

0 abstention,

DECIDE ce qu'il s'en suit :

Article 1 : Il est institué une régie d'avances auprès du service du centre de loisirs de la commune d'Aiguillon.

Article 2 - Cette régie est installée au Centre de loisirs d'Aiguillon, rue du 19 mars 62 à Aiguillon.

Article 3 - La régie fonctionne du 1er janvier au 31 décembre.

Article 4 - La régie paie les dépenses suivantes :

- petits matériels pour activités,
- produits alimentaires
- petites fournitures diverses.

Article 5 - Les dépenses désignées à l'article 4 sont payées selon le mode de règlement suivant : espèce

Article 6 - Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 70 .

Article 7 - Le régisseur verse auprès du comptable la totalité des justificatifs des opérations des dépenses au minimum une fois par mois.

Article 8 - Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 9 - Le mandataire suppléant ne percevra pas d'indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

Article 10 – Le Maire et le comptable public assignataire de la commune sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Publié le 27/06/18

Visa Préfecture le 03/07/18

* * *

Suppression de la régie de recettes des gîtes du « Vieux Moulin »

Monsieur le Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales en ses articles R-1617-1 à 18;

Vu le décret n° 2005-1601 du 19 décembre 2005 relatif aux régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu la délibération du 16 juillet 1987 instituant une régie de recettes pour l'encaissement des recettes des locations des gîtes communaux « du vieux moulin »,

Vu l'arrêté du 24 mars 2015 prononçant la fermeture de l'établissement des gîtes communaux « du vieux moulin »,

**Le conseil municipal,
après en avoir délibéré,**

21 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

- **DECIDE** la suppression de la régie recettes des gîtes communaux du vieux moulin,
- **DIT** que la suppression de cette régie prendra effet à compter du 1^{er} juillet 2018,
- **SUPPRIME** l'encaisse prévue pour la gestion de la régie dont le montant fixé est 762 ,
- **SUPPRIME** le fond de caisse dont le montant est fixé à 1000 .

Publié le 27/06/18
Visa Préfecture le 03/07/18

* * *

POLICE MUNICIPALE / INSALUBRITÉ

Règlement communal de Salubrité – Adoption tarif pour nettoyage et enlèvement des déchets

Monsieur le maire expose à l'Assemblée le rapport suivant :

Le Maire est tenu de faire appliquer les dispositions du Règlement Sanitaire Départemental (RSD) sur le territoire de la commune. Le maire doit par ailleurs assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publique dans sa commune en vertu de ses pouvoirs de police générale (Art.L.2212-2 et suivants du code général des collectivités territoriales). À cet effet, un règlement sanitaire communal portant mesures de salubrité générale a été arrêté (annexe N°3). Il sera applicable à compter du 1^{er} juillet 2018.

Dans son article 21, ce règlement arrête les dispositions suivantes :

« Article 21– Frais de nettoyage et d'enlèvement

Lorsque les dispositions du présent arrêté ne sont pas respectées, et après une phase de mise en demeure, il peut être procédé d'office, aux frais du contrevenant, à l'enlèvement des déchets concernés et au nettoyage des salissures conformément aux tarifs adoptés annuellement par la commune.

Ces frais d'enlèvement et de nettoyage sont applicables dans les cas suivants :

- *Utilisation autres que les récipients de collecte définis à l'article et conforme aux prescriptions du SMICTOM LGB, chargé de la collecte.*
- *Dépôts en dehors des heures arrêtées à l'article 6 du présent arrêté.*
- *Conteneurs laissés à demeure sur la voie publique (autres que les points de collecte organisés et prévus à cet effet)*
- *Dépôts de déchets au pied des points d'apport volontaire*

- *Dépôts d'encombrants*
- *Dépôts sauvages*
- *Déjection canine en dehors des lieux prévus à cet effet*
- *Obstruction des trottoirs*
- *Salissures sur la voie publique quelles qu'elles soient (huile, carburant ou matière quelconque, mégot de cigarette...)*
- *Ces dispositions sont applicables indépendamment des sanctions pénales prévues pour ces infractions. »*
- Il convient dès lors de fixer les tarifs applicables. Ces contraintes administratives seront exercées au moyen d'un titre de recettes à l'appui d'un détail sous forme de facture communale de la part de la Commune auprès du tiers responsable suite à l'élimination du dépôt (nettoyage et enlèvement). Cette opération peut être menée de deux façons :
- 1^{er} cas : intervention pour enlèvement et nettoyage réalisée par les agents communaux,
- 2^{ème} cas : intervention pour enlèvement et nettoyage réalisée par une entreprise spécialisée.

Après en avoir délibéré,
le conseil municipal,

22 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

FIXE les montants applicables au titre des redevances et droits de voirie applicables sur la commune comme suit :

- 1er cas : intervention pour enlèvement et nettoyage réalisée par les agents communaux
 - Main d'œuvre coût horaire par agent : 21 €
 - Camion benne VL (forfait intervention) : 75 €
 - Camion benne PL (forfait intervention) : 150 €
 - Tractopelle / Télescopique (forfait intervention) : 120 €
 - Traitement des déchets en tout venant (forfait pour un dépôt auprès de l'organisme de traitement des déchets) : 110 €

La TVA n'est pas applicable.

- 2^{ème} cas : intervention pour enlèvement et nettoyage réalisée par une entreprise spécialisée
 - Refacturation auprès du tiers responsable de l'intégralité de la facture réglée par la commune au titre de cette prestation.

Monsieur le Maire précise qu'il y a un problème d'incivilité générale et que la commune fait déjà le nécessaire afin de rendre la ville plus propre. Il s'agit d'une politique d'application plus stricte de la loi.

À la demande de Monsieur Michel CADAYS, le Maire répond que ce règlement est applicable sur l'intégralité du territoire de la commune.

Monsieur le Maire précise qu'il ne faut pas hésiter à dénoncer les incivilités et que l'anonymat serait bien respecté.

Publié le 27/06/18

Visa Préfecture le 03/07/18

* * *

DOMAINE ET PATRIMOINE

Déplacement du Monument aux Morts – Demande de subvention auprès de l'ONAC

Monsieur le Maire expose le rapport suivant :

La commune d'Aiguillon réalise des travaux de rénovation des espaces publics en centre-ville. Les travaux de la Place Clemenceau devraient débuter en septembre 2018. Auparavant, il est prévu de déplacer le monument aux morts pour l'implanter dans un nouvel espace situé près de l'Église Saint Félix et de la cité scolaire Stendhal. Ce nouvel emplacement sera davantage source de quiétude et de sérénité nécessaires aux cérémonies du souvenir et valorisera le monument aux morts érigé en 1923.

L'office national des anciens combattants et victimes de guerre est susceptible de verser une subvention dans le cadre de ces travaux de déplacement mais aussi de restauration.

Le montant prévisionnel de cette opération s'élève à 20 000 € HT.

Le plan de financement prévisionnel s'établit comme suit :

Déplacement du monument aux morts		
Dépenses HT	Recettes	
Montant prévisionnel maximum des travaux : 20 000 € HT	ONAC (11%)	2 200 €
	Commune (autofinancement 89%)	17 800 €
Total :	20 000 € HT	20 000 €

**Le conseil municipal,
après en avoir délibéré,**

22 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

AUTORISE le Maire à demander une subvention auprès de l'ONAC,

AUTORISE le Maire à signer l'ensemble des documents afférents à cette demande de subvention,

APPROUVE le plan de financement tel que décrit ci-dessus,

DIT que les crédits correspondants sont ouverts au budget 2018

DIT que la commune supporte la TVA qu'elle préfinance jusqu'au versement du FCTVA.

Publié le 27/06/18
Visa Préfecture le 03/07/18

* * *

Convention de mise à disposition du domaine public communal entre la Ville d'Aiguillon et Madame Christelle FRAISSE-CIROU, apicultrice

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal l'exposé suivant :

Le Conseil Municipal est appelé à approuver la convention (voir annexe) concernant la mise à disposition d'espaces du domaine communal, afin d'y installer des ruches appartenant à Madame **FRAISSE-CIROU**,

Ces ruches ont vocation à être installée dans le domaine communal afin de favoriser la présence et la protection des abeilles au sein des jardins et des espaces naturels de la ville.

Dans le cadre de l'Agenda 21 adopté en conseil municipal, du passage au zéro-phyto dans les espaces publics et aux actions de promotion de la biodiversité menées sur son territoire ; la ville estime être de son intérêt que l'Occupant ait toute facilité pour mener à bien cette mission d'intérêt général.

À cet effet, il est essentiel de mettre à disposition des espaces du domaine communal pour l'installation de ruches afin de sensibiliser les aiguillonnais à l'activité des abeilles.

Monsieur le maire invite le conseil municipal à délibérer.

**Après avoir entendu cet exposé,
le conseil municipal,**

22 voix pour
0 voix contre
0 abstention

ACCEPTE la mise à disposition d'espaces du domaine communal, afin d'y installer des ruches appartenant à Madame **FRAISSE-CIROU** ;

ADOpte la convention jointe en annexe ;

AUTORISE monsieur le maire à signer ladite convention.

Monsieur le Maire ajoute que les étiquettes des pots de miel seront réalisées par les enfants des écoles de la commune.

Publié le 27/06/018
Visa Préfecture le 03/07/18

* * *

Logement communal sis 2 rue Pierre Curie – Annulation délibération cession

Monsieur le maire expose à l'Assemblée le rapport suivant :

Le Conseil Municipal a approuvé par délibération en date du 6 février 2018, la cession de la maison sise 2 rue Pierre Curie, à Aiguillon au bénéfice de Mme Laura ZANUTTO au prix fixé à trente-deux mille euros (32 000 €).

Par courrier transmis en date du 11 juin 2018 Mme Zanutto renonce expressément à l'acquisition du logement communal situé 2 rue Pierre Curie sur la parcelle cadastrée section E n° 1254.

Après en avoir délibéré,
le conseil municipal,

22 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

ABROGE la vente de la maison située 2 rue Pierre Curie sur la parcelle cadastrée section E n° 1254 à Mme Zanutto ;

ADOpte, vu l'avis des Domaines, le principe d'une cession de la maison située 2 rue Pierre Curie sur la parcelle cadastrée section E n° 1254.

Publié le 27/06/018
Visa Préfecture le 03/07/18

* * *

Logement communal sis 2 rue Pierre Curie – cession

Monsieur le maire expose à l'Assemblée le rapport suivant :

La Commune a décidé, lorsque les occasions se présentent, de mettre en vente les logements dont elle est propriétaire, dans le cadre d'une démarche de gestion raisonnée et optimisée du patrimoine communal, permettant un recentrage sur les compétences essentielles de la Commune.

Ainsi, la commune est propriétaire d'une maison située 2 rue Pierre Curie sur la parcelle cadastrée section E n° 1254.

Vu l'avis des Domaines,

Considérant l'abrogation de la vente avec Mme Zanutto sur sa demande expresse,

Considérant la remise en vente de ladite maison,

Considérant les négociations avec le nouvel acheteur potentiel,

Après en avoir délibéré,
le conseil municipal,

22 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

APPROUVE la cession de la maison sise 2 rue Pierre Curie, à Aiguillon au bénéfice de Monsieur GRANGES Pascal au prix de quarante-sept mille cent quatre-vingt-dix euros (47 190 €) sous réserve de l'obtention du financement nécessaire à cette acquisition.

Publié le 27/06/18
Visa Préfecture le 03/07/18

* * *

URBANISME

Désignation d'un élu pour prendre la décision relative à la délivrance d'un permis de construire
n°04700418K0003

Monsieur le maire expose à l'Assemblée le rapport suivant :

Monsieur le Maire informe l'Assemblée que le maire ne peut pas délivrer une autorisation de travaux s'il est intéressé au projet soit en son nom personnel, soit comme mandataire.

En effet, en vertu de l'article L. 422.7 du code de l'urbanisme : « Si le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale est intéressé au projet faisant l'objet de la demande de permis ou de la déclaration préalable, soit comme mandataire, le conseil municipal de la commune ou l'organe délibérant de l'établissement public désigne un autre de ses membres pour prendre la décision. » Dans ce cadre, un autre membre du conseil municipal sera désigné pour prendre ladite décision. Seul le conseil municipal peut par délibération, désigner un de ses membres pour délivrer le permis de construire. Dans ce cas spécifique, une délégation de signature du maire à un adjoint ne saurait suffire.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de désigner un élu pour prendre la décision relative à la délivrance de ce permis de construire.

Après en avoir délibéré,
le conseil municipal,

22 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

DESIGNE Monsieur Sylvio GUINGAN pour prendre la décision relative à la délivrance de ce permis de construire.

Publié le 27/06/18

Visa Préfecture le 03/07/18

* * *

Approbation de la révision du schéma directeur d'assainissement de la commune d'Aiguillon

Monsieur Pédurand expose le rapport suivant :

Le conseil municipal a approuvé en septembre 2016 puis en février 2018 son projet de révision du schéma directeur d'assainissement de la commune d'Aiguillon. L'enquête publique avait été retardée pour une mise en concordance avec la révision du plan local d'urbanisme (PLU). L'enquête publique concernant le PLU s'est tenue comme le souligne le commissaire enquêteur « *n'a fait l'objet d'aucun incident particulier, de nature à contrarier ou à remettre en cause la procédure ou le projet* ».

Par arrêté municipal n°2018-003 du 28 février 2018, monsieur le maire a prescrit l'ouverture de l'enquête publique sur la révision du schéma directeur d'assainissement de la commune d'Aiguillon. L'enquête publique s'est déroulée du 3 avril au 3 mai 2018.

Considérant la présentation du dossier portant sur le projet de révision du schéma directeur d'assainissement de la commune d'Aiguillon,
Considérant les conclusions et avis du commissaire enquêteur,

Considérant l'avis favorable du commissaire enquêteur au projet de révision du schéma directeur d'assainissement de la commune d'Aiguillon,

**Après en avoir délibéré,
le conseil municipal,**

22 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

APPROUVE le nouveau schéma directeur d'assainissement de la commune d'Aiguillon,

DIT que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois et d'une mention dans un journal à diffusion départementale

DIT que ladite publication fera mention de la mise à disposition du dossier aux heures d'ouverture habituelles de la mairie,

DIT que le zonage d'assainissement et la réglementation qui s'y rapporte sera annexé au PLU d'Aiguillon,

DIT que la présente délibération sera transmise au représentant de l'État dans le département dans le cadre de l'exercice de son contrôle de légalité.

Publié le 27/06/18

Visa Préfecture le 03/07/18

* * *

Plan local d'urbanisme et création d'un périmètre délimité des abords. Avis de la commune suite aux avis des personnes publiques associées et de l'enquête publique.

Monsieur Pédurand expose à l'Assemblée le rapport suivant :

La commune dispose d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé le 21 septembre 2007. La révision générale du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aiguillon a été prescrite par délibération le 28 mai 2013.

Par le biais de la révision du PLU, les objectifs poursuivis par la commune sont :

Objectifs généraux :

- Intégrer les objectifs de l'Agenda 21 communal au PLU.
- Relier l'étude du Plan de Mise en Accessibilité de la Voirie et de aménagements des espaces publics et le PLU.
- Prendre en compte l'étude sur l'aménagement des espaces publics du centre-ville dans le PLU.
- Réfléchir à l'urbanisation de la ville en même temps qu'au développement du réseau d'assainissement collectif et l'intégrer dans le Schéma Directeur en cours de révision.

Objectifs particuliers :

- La préservation des paysages du Lot et de la Garonne et notamment de la confluence.
- La création d'un espace naturel préservant la biodiversité au niveau de la carrière Saint-Martin à réhabiliter.

- La prise en compte du Plan de Prévention des Risques Inondation de la Garonne et de l'Atlas Inondation du Lot.
- La rénovation du parc de logement privé et communal.
- La mise en valeur de patrimoine architectural et urbain (notamment la réflexion sur la mise en place d'une Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine).
- Le développement des activités touristiques (aire de pique-nique par exemple).

Les modalités de concertation en application des dispositions de l'article L.300-2 du code de l'urbanisme, afin d'associer, pendant la durée d'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées ont été déterminées ainsi : des articles dans la presse locale et dans le bulletin municipal, la tenue de deux réunions publiques d'information, l'affichage en mairie de panneaux réalisés par le bureau d'études chargé de la révision générale, la mise à disposition d'un registre de remarques où les observations pouvaient être consignées et la mise en ligne des documents d'études sur le site internet de la commune.

Le bilan de la concertation et l'arrêt du projet de révision générale ont été effectués lors du conseil communautaire du 17 juillet 2017.

Le projet a été soumis à la consultation des Personnes Publiques Associées partenaires du 21 avril au 22 juillet 2017.

Une enquête publique a été organisée du 18 décembre 2017 au 26 janvier 2018 inclus. Durant l'enquête publique, une cinquantaine de personnes a été reçue par le commissaire enquêteur durant les 6 permanences : 27 demandes ont été présentées soit 14 inscrites sur le registre, 12 par courrier et 1 par e-mail. Dans les conclusions de son rapport, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable à la révision générale du PLU assorti de trois recommandations :

- Une opération de réhabilitation de la station d'épuration ;
- De réexaminer et de parfaire la rédaction du règlement écrit ;
- Examen et prise en compte des remarques des PPA et les commentaires du commissaire enquêteur.

Le dossier arrêté a ensuite été modifiée pour tenir compte des différents avis, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur.

A l'issue de l'enquête, les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur ont été présentés lors d'une conférence des maires réunie le 14 juin 2018 rassemblant les maires des 29 communes du territoire.

L'ensemble des modifications apportées au dossier sont récapitulées dans l'annexe de la délibération « note de synthèse des modifications apportées suite aux avis des PPA et de l'enquête publique ».

Vu les articles L151-1 et suivants et R.151-1 et suivants du code de l'urbanisme ;

Vu l'article L.153-21 et L.153-9 du code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté préfectoral n°47-2016-11-28-023 du 28 novembre 2016 portant création de la Communauté de Communes du Confluent et des Coteaux de Prayssas ;

Vu les arrêtés préfectoraux concernant les périmètres délimités des Abords en date du 06 juin 2018 ;

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Confluent et des Coteaux de Prayssas et notamment l'article 1-1 de l'annexe « *Aménagement de l'espace communautaire* », impliquant que la communauté de communes est l'autorité compétente pour assurer la gestion des documents d'urbanisme présents sur son territoire ;

Vu l'arrêté Préfectoral n°4720171220009 portant dérogation au principe d'urbanisation limitée en l'absence de schéma de cohérence territoriale applicable ;

Vu la délibération du 28 mai 2013 prescrivant la révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aiguillon et fixant les modalités de la concertation ;

Vu la délibération du Conseil Municipal d'Aiguillon du 07 mars 2017 donnant son accord sur l'achèvement de la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme communal par la Communauté de communes du confluent et des coteaux de Prayssas ;

Vu le débat du 19 mai 2015 sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables au sein du Conseil Municipal ;

Vu la présentation du projet aux Personnes Publiques Associées et en suivant lors d'une réunion publique en date du 12 Mai 2017 ;

Vu la délibération du 17 juillet 2017 tirant le bilan de la concertation ;

Vu la délibération du 17 juillet 2017 arrêtant le projet de Plan Local d'Urbanisme ;

Vu l'avis de la CDPENAF en date du 18 octobre 2017 ;

Vu l'avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale de la région Nouvelle Aquitaine ;

Vu l'ensemble des avis des personnes associées et consultées au cours de la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme ;

Vu l'arrêté en date du 27 novembre 2017, prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de PLU et la création de Périmètres Délimités des Abords (PDA) de Monuments Historiques

Vu la tenue de l'enquête publique du 18 décembre 2017 au 26 janvier 2018 ;

Vu le rapport du commissaire enquêteur en date du 22 février 2018 comprenant trois recommandations ;

Considérant que les résultats de l'enquête publique et les avis des personnes publiques associées nécessitent des modifications du projet de PLU,

Considérant que les modifications apportées au dossier de Plan Local d'urbanisme afin de prendre en compte les avis des Personnes Publiques Associées et les résultats de l'enquête publique ne remettent pas en cause l'économie générale du projet ;

Considérant que le Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est présenté au conseil municipal ;

Considérant que le PLU sera approuvé par le conseil communautaire conformément à l'article L153-21 du Code de l'urbanisme ;

Annexes à la présente délibération :

- Dossier complet du PLU modifié
- Note de synthèse des modifications apportées suite aux avis des PPA et de l'enquête publique.

**Après en avoir délibéré,
le conseil municipal,**

22 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

DONNE un avis favorable à ce document

SOLLICITE la communauté de communes du confluent et des coteaux de Prayssas afin d'approuver le Plan Local d'Urbanisme

*Publié le 27/06/18
Visa Préfecture le 03/07/18*

* * *

Approbation du PDA d'Aiguillon

Monsieur Pédurand expose à l'Assemblée le rapport suivant :

Par délibération du 17 juillet 2017, le conseil communautaire a donné un avis favorable à la création d'un périmètre délimité des abords (PDA) autour du château d'Aiguillon, des deux Pavillons du château et des structures antiques, de l'église Saint-Côme et de la Tour de Peyrelongue, dite de Tourrasse, classés monuments historiques sur la commune d'Aiguillon.

Pour rappel, cette procédure définie par l'article L621-30 et 31 du Code du patrimoine permet de définir un périmètre comprenant les immeubles qui forment un ensemble cohérent avec le monument historique et qui sont susceptibles de contribuer à sa conservation ou à sa mise en valeur.

Le projet a été soumis à enquête publique conjointement avec le projet de plan local d'urbanisme du 18 décembre 2017 au 26 janvier 2018. Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable au projet de création du PDA.

Vu l'arrêté préfectoral en date du 06 juin 2018 portant création du périmètre délimité des abords concernant l'église Saint-Côme ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 06 juin 2018 portant création du périmètre délimité des abords concernant les pavillons du château d'Aiguillon ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 06 juin 2018 portant création du périmètre délimité des abords concernant le château d'Aiguillon ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 06 juin 2018 portant création du périmètre délimité des abords concernant la tour dite Tourrasse ou de Peyrelongue à Aiguillon ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 06 juin 2018 portant création du périmètre délimité des abords concernant les structures antiques du château de Lunac ;

Considérant les périmètres présentés au conseil municipal et qu'il n'y a pas lieu de les modifier suite à l'enquête publique ;

Considérant que les PDA feront l'objet d'un accord par le conseil communautaire afin d'être intégrés dans le nouveau PLU ;

Après en avoir délibéré,

le conseil municipal,

22 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

PREND acte des documents tel qu'annexés à la présente,

DONNE un avis favorable pour que la communauté de communes des côteaux de Prayssas l'adopte définitivement,

SOLLICITE la communauté de communes du confluent et des coteaux de Prayssas, titulaire de la compétence Aménagement de l'espace et planification de l'urbanisme, afin de donner un accord à la création du périmètre délimité des abords des monuments historiques du château d'Aiguillon, des deux Pavillons du château et des structures antiques, de l'église Saint-Côme et de la Tour de Peyrelongue, dite de Tourrasse sur la commune d'Aiguillon.

Monsieur Michel Pédurand précise que le PLU sera adopté définitivement lors du prochain conseil communautaire du 11 juillet 2018

*Publié le 27/06/18
Visa Préfecture le 03/07/18*

* * *

CULTURE

Partenariats avec la médiathèque d'Aiguillon : signature de conventions avec des organismes privés ou publics

Monsieur le Maire expose le rapport suivant :

La médiathèque municipale d'Aiguillon propose de développer sa politique de partenariat en faveur de la promotion du Livre et de l'élargissement de son public.

La médiathèque joue en effet un rôle essentiel en offrant un accès gratuit à une large palette de documents et de services dans le cadre de potentiels partenariats menés avec des associations ou tout type de structures privées ou publiques en lien avec l'Enfance et la Jeunesse, le Handicap, l'accueil de personnes âgées, la Santé, l'Insertion, les politiques culturelles... cette liste n'est pas exhaustive.

Le partenariat doit pouvoir répondre à des objectifs d'élargissement de l'accès à la médiathèque en touchant des publics parfois éloignés. La médiathèque municipale d'Aiguillon accompagnerait ainsi des trajectoires multiples en étant partie prenante de nouveaux partenariats.

Au-delà de l'objectif général, chaque partenariat déterminera le projet commun en fonction du centre d'intérêt de l'interlocuteur et des capacités de la médiathèque à y répondre. Les objectifs et le rôle de chacun, les moyens respectifs mis en œuvre, le calendrier, les modalités d'évaluation... seront fixés dans la convention de partenariat.

Les principes suivants seront applicables dans chaque convention de partenariat :

- Pas d'engagement des finances communales au-delà des crédits ouverts dans le cadre du budget annuel voté.
- Carte d'abonnement délivrée gratuitement à l'organisme partenaire,
- Type et nombre de documents prêtés ainsi que durée de mise à disposition des dits documents,

- Engagement à rembourser tout document quel qu'il soit qui serait endommagé du fait du partenaire.

Monsieur le maire invite le conseil municipal à **délibérer**.

**Après avoir entendu cet exposé,
le conseil municipal,**

22 voix pour

0 voix contre

0 abstention

ACCEPTE le principe de partenariat entre la médiathèque et des structures privées ou publiques dans le cadre de convention de partenariat respectant les objectifs et règles de partenariat décrits dans la présente délibération.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer lesdites conventions de partenariat avec la médiathèque municipale d'Aiguillon.

Publié le 27/06/18

Visa Préfecture le 03/07/18

* * *

CULTURE

Partenariats avec la médiathèque d'Aiguillon : signature de conventions avec des organismes privés ou publics

Monsieur le Maire expose le rapport suivant :

La médiathèque municipale d'Aiguillon propose de développer sa politique de partenariat en faveur de la promotion du Livre et de l'élargissement de son public.

La médiathèque joue en effet un rôle essentiel en offrant un accès gratuit à une large palette de documents et de services dans le cadre de potentiels partenariats menés avec des associations ou tout type de structures privées ou publiques en lien avec l'Enfance et la Jeunesse, le Handicap, l'accueil de personnes âgées, la Santé, l'Insertion, les politiques culturelles... cette liste n'est pas exhaustive.

Le partenariat doit pouvoir répondre à des objectifs d'élargissement de l'accès à la médiathèque en touchant des publics parfois éloignés. La médiathèque municipale d'Aiguillon accompagnerait ainsi des trajectoires multiples en étant partie prenante de nouveaux partenariats.

Au-delà de l'objectif général, chaque partenariat déterminera le projet commun en fonction du centre d'intérêt de l'interlocuteur et des capacités de la médiathèque à y répondre. Les objectifs et le rôle de chacun, les moyens respectifs mis en œuvre, le calendrier, les modalités d'évaluation... seront fixés dans la convention de partenariat.

Les principes suivants seront applicables dans chaque convention de partenariat :

- Pas d'engagement des finances communales au-delà des crédits ouverts dans le cadre du budget annuel voté.
- Carte d'abonnement délivrée gratuitement à l'organisme partenaire,
- Type et nombre de documents prêtés ainsi que durée de mise à disposition des dits documents,

- Engagement à rembourser tout document quel qu'il soit qui serait endommagé du fait du partenaire.

Monsieur le maire invite le conseil municipal à délibérer.

Après avoir entendu cet exposé,
le conseil municipal,

22 voix pour
0 voix contre
0 abstention

ACCEPTE le principe de partenariat entre la médiathèque et des structures privées ou publiques dans le cadre de convention de partenariat respectant les objectifs et règles de partenariat décrits dans la présente délibération.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer lesdites conventions de partenariat avec la médiathèque municipale d'Aiguillon.

Publié le 27/06/18
Visa Préfecture le 03/07/18

* * *

Partenariat avec la médiathèque d'Aiguillon – Signature d'une convention avec LE FLORIDA ADEM

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal l'exposé suivant :

Le conseil municipal est appelé à approuver le partenariat que la Médiathèque propose de passer avec Le FLORIDA-ADEM (Association pour le développement de l'expression musicale). Les conditions sont définies par convention (voir modèle en annexe).

Ainsi, la Médiathèque s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à développer ses actions de promotions de la programmation annuelle des concerts organisés par le Florida par le biais d'expositions d'affiches et d'achat de CD des artistes qui se produisent afin de faire connaître aux lecteurs ces mêmes artistes et les inciter à assister aux concerts.

A cet effet, le Florida proposera un tarif réduit à l'entrée des concerts pour ceux qui se présentent avec la carte d'abonné de la Médiathèque et Le Florida s'engage à signaler le logo de la médiathèque dans leur communication.

Les deux parties se rencontreront à chaque fin de saison pour réaliser une évaluation qualitative et quantitative de leur partenariat.

Monsieur le maire invite le conseil municipal à délibérer.

Après avoir entendu cet exposé,
le conseil municipal,

22 voix pour
0 voix contre
0 abstention

ACCEPTE le partenariat entre la médiathèque et le FLORIDA ADEM

ADOPTE la convention jointe en annexe détaillant les conditions de fonctionnement.

AUTORISE monsieur le maire à signer ladite convention.

Publié le 27/06/18

Visa Préfecture le 03/07/18

* * *

Questions diverses

Monsieur le Maire signale que la prochaine réunion du Conseil Municipal aura lieu le mardi 10 juillet prochain.

Madame Christiane FAURE informe l'assemblée qu'une collecte de sang est organisée le vendredi 29 juin à la salle des fêtes.

Monsieur le Maire rappelle que le « Printemps des Poètes » se déroulera vendredi 29 juin et que des déambulations sont prévues notamment au Pech de Berre.

Monsieur CADAYS signale un problème de sécurité sur un terrain privé. En effet, un puits à moitié découvert et démolé représente un danger réel. Monsieur le Maire indique qu'un courrier sera adressé au propriétaire l'incitant à sécuriser ce puits.

Monsieur LE GRELLE souligne un problème de stationnement au centre ville en raison des travaux et précise que le pharmacien demande un arrêt minute devant sa pharmacie. Monsieur le Maire répond que les places de stationnement vont être matérialisées au sol et qu'un emplacement PMR est prévu près de la pharmacie.

Monsieur le Maire rappelle qu'une navette gratuite reliant la gare et le centre ville est à disposition des usagers les jours de marché.

* * * * *

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à dix-neuf heures trente.

* * * * *

Le maire,

Le secrétaire,

Et ont signé les membres présents :

Fabienne DE MACEDO

Sylvio GUINGAN

Brigitte LEVEUR

Michel PEDURAND

Fabienne DIOUF

Youssef SADIR

Gabriel LASSERRE

Jacqueline BEYRET TRESEGUET

Michel CADAYS

André CASTAGNOS

Monique SASSI

Christiane FAURE

Bernard COURET

Hélène AYMARD

Daniel GUIHARD

Pascal DESCLAUX

Marcia MACARIO DE OLIVEIRA

Hajiba KAZAOUI

Cathy SAMANIEGO

Alain LACRAMPE MOINE

Patrick LE GRELLE

Vanessa CAMPOY MARTINEZ

Christian GIRARDI

Catherine LARRIEU

Patrick PIAZZON

Nicole MOSCHION